

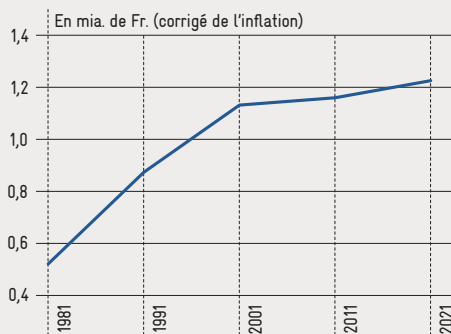
Un service public à réformer

Le financement important et peu transparent du service public répond de moins en moins aux besoins de la société. Cela va à l'encontre d'un service universel efficace et rentable.

Contexte

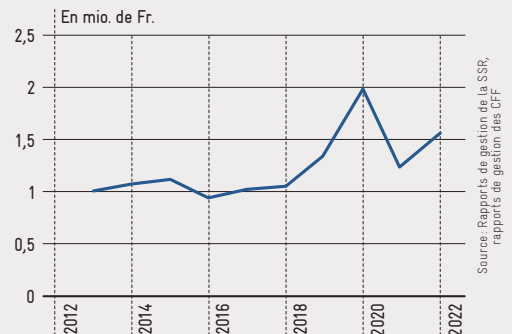
En Suisse, on entend par service public l'approvisionnement de base en biens et prestations liés aux infrastructures. Ces services doivent être accessibles à tous et dans toutes les régions du pays, aux mêmes conditions, de qualité et à des prix raisonnables. Au niveau fédéral, il s'agit du service universel pour la poste, les télécommunications, les médias électroniques (radio et TV) et les transports publics. En revanche, la garde d'enfants, l'éducation ou les œuvres sociales ne font pas partie du service public au sens strict. Elles ne remplissent pas les caractéristiques classiques d'une infrastructure.

Recettes de la redevance de la SSR



Les recettes de la redevance de la SSR ont fortement augmenté depuis les années 1980, dépassant 1,2 mia. de Fr. par an, bien que la radio et la télévision perdent de plus en plus leur public dans un secteur qui se numérise.

Subvention par kilomètre de rail



Source : Rapports de gestion de la SSR, rapports de gestion des CFF

Les CFF reçoivent chaque année des milliards de francs de subventions de la part de la Confédération. Rapporté au réseau des CFF (2022: 3265 km), chaque km de rail coûte au contribuable 1,25 mio. de Fr. par an, une tendance à la hausse.

Faits

-53%

Entre 2004 et 2023, le nombre de lettres distribuées par la poste par personne a chuté de 388 à 184. Cela représente une baisse de 53%. En revanche, le nombre de colis est passé de 15 à 21 par habitant (+40%).

■ Le service public comme mot d'ordre

Depuis longtemps, le service public ne se limite plus à un approvisionnement de base. Souvent, ce sont des intérêts particuliers qui sont mis au premier plan. Aujourd'hui, le service public est souvent un prétexte pour plus de redistribution ou pour la politique régionale et structurelle, etc.

■ Libéralisation incohérente

Au sein de l'UE, les domaines habituels du service public ont été largement libéralisés. Ce n'est pas le cas de la Suisse, qui n'a pas su mener à bien les projets d'ouverture du marché lancés dans les années 1990.

■ Fournir vs. garantir la prestation

Le service public ne doit en aucun cas être obligatoirement fourni par l'Etat. Ce dernier peut tout simplement garantir la prestation. Des entreprises privées ou publiques peuvent se charger de fournir les services.

■ Le prix n'est pas affiché

Le service public n'est pas gratuit. Il est majoritairement financé par les taxes et les impôts. Les coûts effectifs du service public sont souvent peu transparents. Les prix mériteraient d'être mieux affichés. Il est ainsi tentant pour les milieux politiques d'appeler unilatéralement à une extension du service public.

Recommandations

Le service public doit tenir compte de **l'évolution des besoins**. Il faut un débat au sein de la société sur ce qui doit encore faire partie du service universel ou non. Il faut veiller à la neutralité technologique, **seul le «quoi» doit être défini**, et non le «comment». Les conditions seraient ainsi réunies pour que **les mandats**

de prestations fassent l'objet d'un appel d'offre public. Finalement, les prestations et les **coûts seraient ainsi régulièrement soumis à un examen critique**, tout en étant indemnisés **de manière transparente**. Le principe de l'équivalence fiscale serait également respecté : **celui qui commande paie**.

